



Les Unions Locales CGT D'Auchel-Béthune-Bruay-Isbergues-Lillers dans l'unité d'action !

MOTION A LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL, LA CGT

Réunis en Assemblée Générale le 2 juillet à Burbure (62) à l'appel des unions locales de Auchel-Béthune-Bruay-la-Buissière-Isbergues-Lillers, les syndicats présents tiennent à apporter leur complet soutien à la délégation CGT qui aura la lourde tâche de porter devant le gouvernement et en présence du patronat, les revendications économiques et sociétales des travailleurs, qu'ils soient salariés du privé et du public, retraités, sans-emploi ou sans-papiers.

Après la dizaine d'années de disette sociale pour les travailleurs, qui a permis d'accorder des cadeaux faramineux au patronat, aux riches et aux fonds financiers, sous forme de subventions, de prêts généreux, d'exonérations diverses, de juteuses niches défiscalisées et du scandaleux bouclier fiscal... mais aussi après 10 années de casse des droits et acquis, et de régressions sociales, sociétales et de nos libertés... nous jugeons que l'heure est au rattrapage pour combler les urgences sociales et donner un signe fort à la masse des travailleurs mais aussi aux habitants des cités et quartiers populaires en proie à l'abandon, à la pauvreté, à la misère qui monte et livrés à eux-mêmes.

Nous savons que la situation est difficile, que le patronat va encore agiter son spectre du chômage et de la concurrence mondiale, nous savons que le capital est prêt à tout pour conserver son hégémonie et sa puissance, et défendre ses intérêts avec des moyens illimités, nous savons que l'Europe telle qu'elle a été construite, et trop préoccupée par les dettes accumulées qui ne sont pas celles des peuples, a d'autres priorités que le bien-être même des Peuples.

Mais il y a des revendications prioritaires auxquelles le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, sous autorité de François Hollande et avec l'appui absolu des assemblées, doit répondre... nous le répétons sans démagogie, il y a une réelle urgence sociale, nous refusons la mort sociale et nous attendons de l'Etat, des réponses positives et claires.

Un tel pouvoir de la gauche est historique et les travailleurs ne peuvent rester sur leur faim, leurs revendications sont justes comme leur légitime demande de justice et d'égalité sociale dans ce pays ravagé par la crainte de l'avenir, c'est la seule façon de contrer les tentations nauséabondes du vote d'extrême-droite, après 10 années d'ultralibéralisme, de gouvernance décomplexée, et de compromission pour défendre les intérêts des plus riches et des nantis courtisans.

Aussi, réunis ce 2 juillet à Burbure (62), les syndicats de nos Unions Locales CGT interprofessionnelles, demandent aux mandatés de la CGT qui participeront à la conférence sociale des 9 et 10 juillet 2012, de mettre en avant les exigences prioritaires pour que le gouvernement et l'Etat répondent dans l'urgence aux revendications qui suivent :

- Smic à 1700€ hors primes, avec une répercussion sur les coefficients, les grilles, les catégories, les indices, les pensions, les minima sociaux à 1500 € minimum. Aucun taux horaire inférieur au Smic.
- Interdiction des licenciements boursiers ou pour cause de restructuration et retour de l'autorisation administrative pour les licenciements. Embauche d'Inspecteurs et de contrôleurs du travail.

- Abrogation de la Loi de 2010 modifiant l'âge de départ à la retraite et retour aux anciennes dispositions avec la prise en compte des métiers à caractère pénible (Darès) et des carrières longues. 1 embauche pour 1 départ.
- Abrogation des Lois : HPST (hôpital patient santé territoire), RGPP (révision générale des politiques publiques) et de la Réforme Territoriale.
- Création d'emplois sous peine de suppression des aides et des exonérations sociales, et résorption des emplois précaires par des embauches en CDI dans le privé et des emplois statutaires dans le public, à temps complet à 35h00 ou à temps partiel choisi.
- Lutte contre la fraude sociale (aides publiques, exonérations des cotisations sociales, défiscalisations, loi Tépa...qui ont représentées plus de 50 milliards d'aides au patronat en 2011)
- Création d'un véritable service public lié à l'aide à la personne (enfance-personnes âgées-handicapés) avec en attendant l'abolition de la Loi Borloo et mise en place d'un contrôle politique et financier annuel des subventions publiques accordées aux associations et entreprises spécialisées dans ce domaine.
- Une protection sociale de qualité sans disparité (santé, prise en charge gratuite et abolition du forfait journalier, maintien du régime minier et des régimes spéciaux...) dans un service public, pour l'ensemble des citoyens, qui garantit l'accès aux soins pour tous.
- Ecole et enseignement gratuit de la maternelle à l'université, aucune fermeture de classe et accès à tous dans des écoles de proximité et de qualité, retour aux effectifs de l'Education Nationale et restriction des financements à l'école privée.
- Renationalisation des entreprises et services publics privatisés ou semi-privatisés (Edf-Gdf-France Télécom-Sncf-Banques, Eau, ports, autoroutes...)
- Accès obligatoire à un logement décent, chauffé et éclairé pour tous. Interdiction des expulsions et réquisition des logements vides, réhabilitation des quartiers et cités populaires.
- Réintégration immédiate de tous les syndicalistes licenciés pour raison syndicale ou pour faits de lutte, renforcement des droits et de la protection des syndicalistes, renforcement du pouvoir des syndicats et des élus du personnel. Mise en place d'un CHSCT à partir de 25 salariés.
- Abrogation de la Loi Perruchot sur les Comités d'Entreprise.
- Interdiction des stock-options, des retraites chapeau et des parachutes dorées, aucun salaire dans le privé et le public, supérieur à 20 fois le salaire minimum dans l'entreprise ou le service.
- Régularisation de tous les travailleurs sans-papiers et arrêt immédiat des expulsions et des contrôles au faciès, lutte contre les patrons esclavagistes et le racisme.

« Nous souhaitons une bonne chance aux camarades qui iront déposer nos revendications qui nous semblent transversales à l'ensemble des travailleurs, et qui pour nous sont des priorités et des urgences sociales. »